



CONVERGENCES Forum Mondial

Forum mondial Convergences

Du 8 au 10 septembre 2014

Compte-rendu de la session sur l'avenir du financement du développement (pilier 2/ Développement durable : nouvelles pratiques, nouveaux financements)

Session modérée par Patrick Guillaumont

Après une introduction du débat et des intervenants par Patrick Guillaumont, Simon Scott a présenté un état des lieux sur l'avenir du financement du développement et les nouveaux modèles hybrides de financements.

Pour Simon Scott, l'aide va continuer de stagner, voire baisser en raison du niveau de dette publique de nombre de bailleurs. L'aide a cependant un rôle majeur à jouer, en tant que catalyseur des autres sources de financement, notamment en accompagnant le déploiement d'instruments spécifiques à fort effet de levier tels que les garanties de prêts pouvant permettre à nombre de pays d'accéder à des ressources dont ils sont privés aujourd'hui. Pour Simon Scott, l'APD ne doit être utilisée que lorsqu'aucune autre solution acceptable n'est possible afin d'éviter toute distorsion de marché. Elle doit être au service des initiatives des bénéficiaires et non pas l'objet de projets imposés. Les mécanismes de financement devraient être évalués selon le rapport coût/bénéfice et au regard des alternatives envisageables. Les programmes et projets doivent être élaborés en anticipant la sortie future des bailleurs.

Emmanuel Faber est revenu sur le récent rapport sur l'aide au développement dont il est le coauteur avec Jay Naidoo (un des leaders de l'ANC en Afrique du Sud). Il a insisté sur le besoin d'orienter l'aide vers les acteurs locaux et de susciter les coalitions d'acteurs pour plus d'efficacité. Une des principales propositions du rapport est de développer des mécanismes d'incitations comme notamment la promotion de systèmes de type « paiement sur résultats » pour déboursier l'aide de façon plus efficace.

Arancha Gonzalez a apporté le point de vue d'une institution multilatérale sur la coopération entre institutions privées et publiques et les perspectives du crowdfunding. Elle a rappelé qu'une plus grande rentabilité des PME et un degré plus important de formalisation de celles-ci constituaient deux leviers majeurs du développement à soutenir. Le bilan de 50 années d'existence de l'ITC permet de tirer trois conclusions : i) les investissements publics et privés sont complémentaires, notamment lorsque les premiers s'inscrivent dans une démarche de promotion des seconds ; ii) coopérations bilatérale et multilatérale sont également complémentaires, il existe un espace pour

les deux formes de support ; iii) les actions les plus efficaces sont celles fondées sur les institutions et les PME locales. Pour Arancha Gonzalez, trois grands sujets doivent être particulièrement considérés : i) des mécanismes de reporting des efforts des acteurs, bailleurs et bénéficiaires, doivent être systématiques ; ii) si des mécanismes innovants de financement sont utilisés, il est nécessaire de bien fixer les règles d'utilisation de ces mécanismes ; iii) il est impératif de s'affranchir du temps politique ou de la nécessité de résultats à court terme. Arancha Gonzalez a enfin rappelé que le crowdfunding était une façon d'autonomiser les projets financés.

Jean-Yves Grosclaude est intervenu sur le positionnement des Agences de Développement en appui ou en accompagnement des systèmes financiers nationaux, publics et privés, sur la nécessaire complémentarité entre tous les intervenants financiers, sur la notion de « blending » financier et institutionnel, et enfin sur le rôle de ces agences comme catalyseurs. Il a souligné que les ressources de financements étaient globalement suffisantes mais mal réparties. Il a insisté notamment sur la complémentarité entre prêts et dons et la nécessité d'arrêter d'opposer ces deux formes de financement dont les objets respectifs diffèrent largement.

Jean-Louis Viélajus, apportant le point de vue des ONG sur leur rôle dans le nouveau financement du développement, a repris un chiffre cité le matin même par Jean-Michel Severino sur France Inter pour souligner le rôle majeur des ONG selon lequel 40% de l'argent décaissé sur le terrain passeraient par les ONG. Ce chiffre est d'environ un milliard € pour les ONG françaises. Jean Louis Viélajus a regretté ce qu'il appelle l'« APD bashing » à savoir une critique et une remise en cause systématique de l'instrument plutôt qu'une recherche véritable d'amélioration. Il admet bien entendu les problèmes de volume et de mise en œuvre de l'aide, deux éléments régulièrement pointés du doigt par le rapport annuel de Coordination Sud. Il en appelle à une APD consistante et à la recherche d'une plus grande cohérence entre les différents acteurs. Il existe aujourd'hui un dialogue substantiel entre les ONG françaises et l'Etat, les ONG des pays en développement et le secteur privé, sans nier pour autant les divergences de point de vue avec ce dernier sur certains sujets comme la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises. Il appelle enfin à ne pas se focaliser sur l'un ou l'autre des instruments de financements, mais à promouvoir la complémentarité entre tous.

Le mot « complémentarité », qu'il fasse référence à des acteurs ou des instruments, s'est révélé être le leitmotiv de la session.